

CV MEMBRE d'un COMITE de SELECTION
(max 2 pages en word pour affichage dans GALAXIE)

Civilité : Mme
NOM : FAVRO
Prénom : Karine

Section(s) CNU : 02
Discipline : Droit public

Corps-Grade : MCF CN MCF HC HDR X PR2 PR1 PR CE
 CR2 CR1 HDR DR2 DR1

Université de rattachement : Université de Haute Alsace
Laboratoire : CERDACC EA 3972
Fonction : Professeur des Universités

ACTIVITES d'ENSEIGNEMENT

III-1 Responsabilités pédagogiques :

- Depuis 2009 : **Direction du Master 2 Droit de la prévention des risques et des responsabilités (UHA)** ouvert à la formation initiale et continue, et depuis 2013 à l'apprentissage. Encadrement des étudiants de Master 2 (Mémoires, rapports de recherche, projets interdisciplinaires collectifs, aide individualisée à l'insertion professionnelle), et enseignements fondamentaux en droit des risques industriels.

III-2 Directions et jurys de thèse :

- Depuis 2011 : **2 Directions de thèses** (une soutenue en juin 2016, une en cours depuis octobre 2016 dans le cadre d'un contrat doctoral).

- Depuis 2008 : Participation à onze jurys de thèses en qualité de rapporteur dont une à l'international (Mulhouse, Aix-en-Provence, Strasbourg, Berlin) et deux jurys d'HDR (Aix-en-Provence, Strasbourg).

III-3 Principaux enseignements :

- En Master 2 (Hors UHA) :

- **Droit public du numérique, dont le droit de la e-administration et des libertés fondamentales**, Master Multimédias et systèmes d'information (Double master en présentiel et en ligne sur la plateforme numérique Moodle – U. de Strasbourg) ; Master Administrations locales et régionales en Europe (IEP Strasbourg) ; Master Communications et relations publiques (IEP Strasbourg) ;
- **Droit de la régulation des communications électroniques** : Master Droit de la propriété intellectuelle (CEIPI – U. de Strasbourg) ; Master Propriété Intellectuelle et droit des affaires numériques (U. Versailles Saint-Quentin) ; Master Droit des communications numériques (U. Aix-Marseille) ; Master Coproduction cinématographique internationale (U. de Strasbourg) ;
- **Droit des risques industriels** : Mastère Prévention et gestion territoriales des risques (ENA –Strasbourg) ; Master Gestion des risques et sécurité civile (UHA/ENSOSP) ; Master Assurance et gestion des risques (U. de Strasbourg).

- En Master 2 (UHA) : **Droit des risques industriels**, Master Droit de la Prévention des Risques et Responsabilités ; 3^{ème} A. Ecole Nationale Supérieure de Chimie (UHA).

- En Master 1 Droit (UHA) : **Droit des collectivités territoriales, Droit du numérique, Droit des services publics**.

- En Licence Droit (UHA) : **Droit de la propriété intellectuelle (L3 Droit), Institutions administratives (L1 Droit)**

ACTIVITES de RECHERCHE

II-1 Responsabilités scientifiques et éditoriales

- 2014- 2018 : **Responsable scientifique pour le CERDACC du contrat ANR-13-SECU-0007 (PROJET DEMOCRITE)** dédié à la couverture des risques de sécurité civile sur les territoires et à l'égalité face aux secours. Direction de l'équipe de recherche, encadrement d'un ingénieur d'étude, organisation d'un colloque, appui juridique des partenaires.
- Depuis 2006 : **Direction scientifique et co-organisation de quatre colloques** + publications collectives (2 relatifs à l'expertise, et 1 dédié aux risques industriels et le dernier dédié à la sécurité civile).
- Depuis 2001 : **Fonctions éditoriales au sein du Groupe Victoires-Éditions SA.** Conception scientifique, et suivi éditorial de numéros de la Revue *Légicom*, revue thématique à comité de lecture, dédiée au droit de la communication.

II-2 Publications et communications scientifiques

- **9 Ouvrages** : 3 ouvrages en nom propre (LGDJ), 1 direction en nom propre (Lavoisier), 3 ouvrages en codirection (Daloz, Victoires Éditions, Sakkoulas, Athènes-Komotini) et 2 ouvrages collectifs (Daloz/ dernière édition Economica).
- **18 directions de numéros de revues** : *Légicom* (14), *Droit de l'environnement* (2), Revue de droit sanitaire et social (1) RISEO (1).
- **Chronique annuelle Innovation et gestion des grands services publics locaux in *Droit et gestion des collectivités territoriales***, GIS-GRALE-CNRS, « Information et communication », depuis 2007 (12 chroniques).
- **30 contributions dans les RCL dont AJDA** (1), *Recueil Dalloz* (1), *Dalloz IT/IP* (2), *RDSS* (1) *Légicom* (8), *RRJ* (1), *Légipresse* (6), *Droit de l'environnement* (2), *Petites affiches* (2), *Lamy. Droit des coll. terr.* (1), *Revue Générale de Droit Médical* (1), *Préventique-Sécurité* (2), RISEO (3).
- **7 chapitres d'ouvrages collectifs et 12 actes de colloques publiés dont *Risques, accidents et catastrophes, Liber amicorum***, en l'honneur du Pr. M.- F. Steinlé-Feuerbach (L'Harmattan, 2015) ; *Y a-t-il une richesse des réseaux ?* (PUAM, 2012) ; *Préfets, Procureurs et Maires* (PUAM, 2011); *La régulation des médias et ses standards juridiques* (Mare & Martin, 2011); *Entre communautés et mobilité* (PUAM, 2010) ; *Sécurité des spectacles* (L'Harmattan, 2005).
- **2 fascicules aux Éditions Législatives *Guide Permanent Droit et Internet***, dont « L'administration électronique ».
- Depuis 2006 : **22 communications scientifiques de portée nationale et quatre conférences invitées à l'international non publiées** (Rio de Janeiro, Tanger, Kehl, Belorizonte, Genève), dans les domaines du droit du numérique, du statut du récepteur d'informations, de la prévention des risques, de l'expertise et des données publiques et personnelles.

II-3 Les cinq publications les plus représentatives

- K. Favro, *Droit de la régulation des communications numériques et résolution des conflits*, LGDJ, Systèmes, décembre 2018.
- K. Favro, *Le droit de la régulation des communications numériques*, LGDJ, Systèmes, novembre 2018.
- K. Favro, M. Lobé-Fouda, J.-P. Markus, sous la direction de, *L'expert dans tous ses états – A la recherche d'une déontologie de l'expert*, Dalloz, novembre 2016.
- Chronique annuelle Innovation et gestion des grands services publics locaux, sous la direction du Professeur Robert Hertzog et de Monsieur Guy Siat, in *Droit et gestion des collectivités territoriales*, GIS-GRALE-CNRS, Éditions du Moniteur : « Information et communication », 2007- 2018.
- Colloque DEMOCRITE- ANR-13-SECU-0007 La délimitation par le droit d'un territoire pertinent pour l'organisation des secours (Mulhouse, le 11 octobre 2017), sous ma direction, thème de l'intervention « Organisation des secours entre droit dur et droit souple », sous ma direction, *RDSS*, mars/avril 2018.

ACTIVITES ADMINISTRATIVES

- Depuis 2018 : Directrice du département Droit de la Faculté de sciences économiques, sociales et juridiques de l'UHA.
- 2016 : Pilote de « champ formations » dans le cadre de la campagne d'accréditation menée par l'UHA.
- Depuis 2010 : Expert HCERES Formations
- Depuis 2008 : Membre d'une dizaine de comités de sélection (Amiens – Versailles – Aix en Provence – Metz - Strasbourg et Mulhouse) pour le recrutement de maître de conférences en section 02 et 01/02.

CV MEMBRE d'un COMITE de SELECTION
(max 2 pages en word pour affichage dans GALAXIE)

MàJ du CV : 30/10/2018

Civilité : M.
NOM : SADOK
Prénom : Hocine

Section(s) CNU : 02
Discipline : Droit public

Corps-Grade : MCF CN MCF HC HDR PR2 PR1 PR CE
 CR2 CR1 HDR DR2 DR1

Université de rattachement : Université de Mulhouse
Laboratoire : CRESAT
Fonction : Enseignant-chercheur

ACTIVITES d'ENSEIGNEMENT

Droit constitutionnel L1 Sciences politiques
Droit des droits de l'Homme L2 Droit
Droit international public L3 droit
Théories de la Société M2 RSE
Droit administratif L2 AES

ACTIVITES de RECHERCHE

Droit du développement durable
Droit des cultes
Droit international public
Droit international économique

ACTIVITES ADMINISTRATIVES

Doyen de la Faculté des Sciences économiques, Sociales et Juridiques
Directeur du Master Innovation, Entreprise et Société

CV MEMBRE d'un COMITE de SELECTION
(max 2 pages en word pour affichage dans GALAXIE)

MàJ du CV : 18.11.20

Civilité : Mme
NOM : ROLLAND
Prénom : Blandine

Section(s) CNU : 01
Discipline : Droit privé

Corps-Grade : MCF CN MCF HC HDR PR2 PR1 PR CE
 CR2 CR1 HDR DR2 DR1

Université de rattachement : Université de Haute-Alsace
Laboratoire : CERDACC (UR 3992)
Fonction : Professeur des Universités

ACTIVITES d'ENSEIGNEMENT

Introduction générale au Droit : L1 Droit (UHA)
Droit des sûretés : L3 de Droit (UHA)
Procédure civile : Licence 3 et Master 1 de Droit (UHA ; Univ. Aïn Chams en Égypte)
Procédures collectives : Master 1 de Droit (UHA)
Droit de l'environnement, Droit de la RSE : Master 2 (UHA ; Lyon 3 ; Univ. de Strasbourg)

ACTIVITES de RECHERCHE

Principaux ouvrages :

L'entreprise élargie et son droit : Direction d'un ouvrage collectif, Ed. Mare et Martin, à paraître, 2020.
Formulaire d'actes de procédure. Procédures civile, pénale et administrative, avec M. Lobé-Fouda, C. Gillig, D. Monera et S. Pillet : Ed. Studyrama, 4^{ème} éd., 2016.
Procédure civile : Ed. Studyrama, 3^{ème} éd., 2013.

Principaux articles :

- « Les dits et les non-dits de l'arrêt du 5 février 2020 rendu en matière de dépollution : petit exercice de qualification juridique d'une créance » : *Rev. proc. coll.* 2020, Études, 13.
- « L'incidence de la crise sanitaire au regard des procédures collectives » : *Procédures* 2020, comm., 98.
- « Les modifications de la procédure commerciale » : *Procédures* 2020, Études, 9.
- « Le reporting des sociétés cotées en matière de changement climatique : état du droit et des pratiques » : *in Le changement climatique : quel rôle pour le droit privé ?*, sous la dir. du Pr. M. Boutonnet, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2019, p. 25.
- « Loi PACTE et procédures collectives : « Faciliter le rebond des entrepreneurs et des entreprises » : *Procédures* 2019, Focus, 11.
- « Un regard théorique sur la Responsabilité Sociale des Universités et des Grandes Ecoles en France » (avec G. Majou de la Débutrie) : *Management et Sciences sociales*, n° 25, déc. 2018, p. 6.
- « Le propriétaire et la remise en état d'un site industriel pollué » : *in Le droit des biens au service de la transition écologique*, sous la dir. du Pr. B. Grimonprez, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2018, p. 127.
- « Retour sur l'obligation d'information de l'acquéreur en matière de cessions dans le cadre des procédures collectives », à propos de C. cass., civ. 3^{ème}, 21 déc. 2017 : *Rev. proc. coll.* 2018, Études, 12.
- « Réflexions sur la réparation des atteintes à l'environnement dans le projet de réforme de la responsabilité civile » : *in Vers une réforme de la responsabilité civile française – Regards croisés franco-qubécois*, sous la dir. du Pr. B. Mallet-Bricout, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2018, p. 157.
- « L'environnement et l'obligation de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre » : *Energie – Environnement – Infrastr.* 2018, Etudes, 10.

- « Procédures collectives et procédure civile : l'unité dans la diversité » : *Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Vallens*, Lextenso, 2017, p. 193.
- « La déontologie, l'éthique et la formation des administrateurs dans les sociétés cotées : quelles pratiques de gouvernance ? » : *Journal des sociétés* 2017, n° 154, p. 29.
- 10 Fascicules de formules en matière de procédures collectives : *JurisClasseur Procédures collectives*, Fascicules 3500 à 3590, 2014 à 2017.

Chroniques :

- « Difficultés des entreprises », rubrique jurisprudentielle mensuelle à la revue *Procédures*, depuis janvier 2008.
- « Procédures collectives et droit de l'environnement » rubrique annuelle à la *Revue des Procédures Collectives*, depuis 2016.

ACTIVITES ADMINISTRATIVES

- Directrice du CERDACC (UR 3992), depuis octobre 2019.
- Vice-présidente du Comité scientifique de l'ADERSE.
- Éluë au Conseil d'Administration de l'UHA, depuis octobre 2020.

Antérieurement :

- Éluë à la CFVU et au CAC, Université Jean Moulin Lyon 3, 2012-2018 et au CAC de l'UDL (COMUE), 2015-2018.
- Chargée de mission « Développement durable et Responsabilité sociale », Université Jean-Moulin Lyon 3, 2013-2018.
- Assesseur du Doyen – chargée des Licences de Droit, Université Jean-Moulin Lyon 3, 2010-2013.

KEVIN JESTIN

5 rue du Werkhof
68 100 Mulhouse

kevin.jestin@uha.fr



FORMATION

2018-2019	Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) , EFB, Paris.
2017	Doctorat , Aix-Marseille Université (AMU), 865 p. <i>La notion d'abus de convention fiscale internationale.</i> <i>Réflexions à la lumière des droits français et américain.</i> Mention très honorable avec les félicitations du jury (à l'unanimité). Publication en l'état, L'Harmattan (2021), préface rédigée par le professeur T. Lambert. Prix de la meilleure thèse de droit comparé, AMU (2017-2018). Prix de thèse de l' <i>International Fiscal Association</i> , 2018 (2 ^{ème}).
2011-2012	V. Scholar , Columbia University, New York (LL.M., <i>tax class</i>).
2004-2005	DESS-DJCE Droit et fiscalité de l'entreprise (dir. C. Louit), AMU.
2003-2004	DEA Finances publiques et fiscalité (dir. P. Beltrame), AMU, mention AB (vice-major). Mémoire de recherche : « <i>L'applicabilité de la Convention européenne des droits de l'homme au droit fiscal</i> », sous la direction du professeur C. Louit.
2002-2003	Maîtrise de droit , mention droit des affaires, AMU.

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

EN QUALITÉ D'ENSEIGNANT-CHERCHEUR

2020-2021	Maître de conférences stagiaire , Univ. de Haute-Alsace (UHA), Faculté des Sciences Économiques, Sociales et Juridiques (FSESJ).
2019-2020	Contrat temporaire d'enseignement et de recherche (CTER) , Univ. de Haute-Alsace (UHA), Faculté des Sciences Économiques, Sociales et Juridiques (FSESJ).
2013 à 2016 2008 à 2009	Chargé d'enseignement vacataire (et UNJF), Univ. Aix-Marseille (AMU).
2009 à 2011	Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER, section 02) , Université Paris Est Créteil (UPEC).
	Participation à des manifestations scientifiques
Juin 2021	U. Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès (Maroc), <i>Responsabilité sociétale de l'entreprise et fiscalité : de l'antinomie à la convergence ?</i> (en ligne).
Avril 2021	U. Aix-Marseille. <i>L'extraterritorialité du droit fiscal américain</i> (en ligne).
Mars 2021	U. de Haute-Alsace, <i>Le critère du risque dans la remise en cause des montages fiscaux</i> (en ligne).
Mai 2012	Columbia University (États-Unis), v. scholar colloquium. <i>The fight against tax treaty abuse, what can be learned from the US ?</i>
Avril 2009	Australian National University, Center for European Studies (Australie). <i>Mutual legal assistance treaties in the EU and the dual criminality principle issue.</i>
Janv. 2009	Chinese University of Hong Kong (Chine). <i>The modernization of the tax treaty network in China and in Hong Kong : the impact on foreign investments.</i>
Juill. 2008	Northwest University of Politics and Law (Chine). <i>The issue of tax competition in Europe.</i> Essex University (Royaume-Uni), Workshop, AABA. <i>Mutual legal assistance in tax matter. Current trends and challenge ahead.</i>

Publications

- Le critère du risque dans la remise en cause des montages fiscaux*, RISEO, 2021, n. 2 (à paraître).
- Responsabilité sociétale de l'entreprise et fiscalité : de l'antinomie à la convergence ?* JEMED, 2021 (à paraître).
- L'extraterritorialité du droit fiscal américain*, REIDF, 2021, n. 2, p. 261.
- Les pratiques fiscales abusives à la lumière du droit européen*, REIDF, 2020, n. 3, direction du dossier (présentation, p. 311) et contribution : *Treaty shopping et droit européen* (p. 329).
- L'Europe face à la « crise Covid-19 »*, JAC, 2020, n. 195.
- Politique de réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques : la Cour des comptes dresse un bilan en demi-teinte*, JAC, 2020, n. 196.
- De la perception du concept de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) à sa transposition dans le domaine fiscal*, REIDF, 2020, n. 1, p. 129.
- À la recherche d'une identité européenne, la matière fiscale peut-elle contribuer à l'émergence d'une identité européenne ?* in « *L'identité* », PUAM, 2010, p. 295.
- L'exploitation de l'image individuelle des sportifs par une société étrangère*, CDS, 2009, n. 17, p. 103.
- La modernisation du réseau de conventions fiscales en Chine continentale et à Hong Kong : quelles conséquences pour l'investisseur étranger ?* RDAI, 2009, n. 4, p. 471 (avec J. Wu).
- Vers un renforcement de l'arbitrage comme mode de résolution des conflits en droit fiscal ? Analyse comparée France-États-Unis*, Rev. dr. public comparé, Univ. Paris I, 2009, n. 2, p. 73.
- La réforme du droit anglais des sociétés par le Companies Act 2006*, Bull. J. Sctés, 2008, n. 8-9, p. 727.

Commentaires de jurisprudence

- CE, Société Sud Trading Company*, 22 oct. 2018, Dr. fisc., 2019, n. 14, p. 30.
- C. Const.*, QPC 2011-166, *Y. Noah*, 23 sept. 2011, CDS, 2011, n. 25, p. 80.
- CAA Paris, O. Delaitre*, 28 avr. 2010, CDS, 2011, n. 23, p. 49.
- CAA Lyon, J. Edmilson Gomes de Moares*, 23 nov. 2010, CDS, 2011, n. 23, p. 52.
- TA Lyon, M. J. Edmilson Gomes de Moares*, 3 mars 2009, LPA, 2009, n. 188, p. 3.
- CAA Marseille, SCI Centre du Baganais*, 6 janv. 2009, Bull. Aix, 2009, n. 2, p. 53.
- Sentence arbitrale, CDR Créances, Époux Tapie*, 7 juill. 2008, CDS, 2009, n. 15, p. 22.

Activités d'encadrement

- Co-responsable du Concours de plaidoiries pour les droits de l'Homme (UHA, depuis 2020).
- Direction de rapports de stages L3, M1 et M2 (Univ. de Haute-Alsace, Univ. Aix-Marseille).
- Direction de mémoires au sein du M2 Management du sport (filiale STAPS, UPEC) et du M2 Droit de l'entreprise (UHA).

Membre de jury d'examen

- Épreuve orale de fiscalité internationale, M1 Droit fiscal, AMU (2008 à 2011).
- Épreuve du « *grand oral* », M2 Droit, UHA (2019-2020-2021).

EN QUALITÉ DE FISCALISTE

- | | |
|-------------|---|
| 2018 à 2019 | Fiscaliste (PPI et s. final), PricewaterhouseCoopers (1 an). |
| 2006 à 2007 | Fiscaliste, Chaplin Bénédicte & Co (Londres), membre de Simple Group (1 an). |

DIVERS

- Langues** : anglais courant, allemand niveau intermédiaire.
- Affiliations** : membre du CERDACC (UHA), membre associé au CEFF (AMU), membre de l'Institut International des Sciences Fiscales (2ISF).
- Distinctions** : bourse d'excellence *Lee Hysan fellowship* (Chinese U. Hong Kong, 2009) et bourse de mobilité de l'Union européenne (Australian National U., 2009).

CV MEMBRE d'un COMITE de SELECTION
(max 2 pages en word pour affichage dans GALAXIE)

MàJ du CV : (date) 24 octobre 2018

Civilité : Mme
NOM : TOURARD...
Prénom : Hélène...

Section(s) CNU : 02...
Discipline : Droit international...

Corps-Grade : MCF CN MCF HC HDR PR2 PR1 PR CE
 CR2 CR1 HDR DR2 DR1

Université de rattachement : Université Bourgogne Franche Comté...
Laboratoire : CREDIMI...
Fonction : enseignant-chercheur...

ACTIVITES d'ENSEIGNEMENT

Droit international public en L3 droit
Droit international public économique en M2
Libertés de circulation dans l'Union européenne en L3 Droit et AES
Ordre juridique de l'Union européenne en M2
Institutions européennes en LAP (IPAG)
Droits fondamentaux prépa IEJ

ACTIVITES de RECHERCHE

droit international public (droit des traités, protection des droits fondamentaux, contentieux international, accès des personnes privées à la justice internationale)
droit de l'Union européenne (libre circulation des personnes, droits fondamentaux, questions institutionnelles)

ACTIVITES ADMINISTRATIVES

Vice-Doyenne à la pédagogie en licence droit
Responsable Diplôme universitaire « certificat de relations internationales »
Référente Université pour les parcours d'excellence dans les lycées, continuum bac-3/bac+3

CV MEMBRE d'un COMITE de SELECTION
(max 2 pages en word pour affichage dans GALAXIE)

MàJ du CV : (date)

Civilité : M.

NOM : MARKUS...

Prénom : ...Jean-Paul

Section(s) CNU : ...02

Discipline : ...Droit public

Corps-Grade : MCF CN MCF HC HDR PR2 X PR1 PR CE
 CR2 CR1 HDR DR2 DR1

Université de rattachement : ... UFR Droit UVSQ

Laboratoire : ...VIP EA 3643

Fonction : ...PR

ACTIVITES d'ENSEIGNEMENT

Droit administratif général (L2 et IEP-2), Droit de la santé (M1),

ACTIVITES de RECHERCHE

OUVRAGES –

- ▶ *La déontologie des experts*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, sept. 2016, (dir. avec K. Favro et L. Lobé-Lobas), préf. C. Lepage.
- ▶ *Code de la santé publique*, Dalloz : annotations et commentaires, Parties 1 et 4.
- ▶ *Quelle responsabilité envers les générations futures ?*, (dir.), Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, janv. 2012. Préf. M. Delmas-Marty.
- ▶ *Le maire et les édifices culturels* : étude réalisée pour les AMF 49, 53 et 72, publiée par l'Association des maires de France, Cahiers du Réseau, n° 11, 2010.
- ▶ *Les juridictions ordinaires*, LGDJ, collection « Systèmes », 2005. En cours de refonte (recentré sur les professions de santé). L'ouvrage deviendra « *Déontologie des professions médicales* ».
- ▶ *Droit des institutions administratives congolaises*, éd. L'Hamattan, 2005. Co-rédaction.
- ▶ *Les aides publiques indirectes aux entreprises, contribution à l'étude de la notion d'aide*, Thèse Dir. Pr. P. Delvolvé.

COLLOQUES, CONFERENCES (organisation) –

- ▶ *Patrimoine et patrimonialisation*, à venir, déc. 2019, Yaoundé 2, Cameroun.
- ▶ *Le banc public saisi par le droit*, conférence du 12 mai 2016, UVSQ, actes publiés au JCP A 2017, n° 22.
- ▶ *Insuffisance des dons d'organes entre vivants : comment lever les obstacles juridiques ?* UVSQ, Avril 2014. Rev. Droit de la famille, Lexis Nexis 2014/10, n° 16.
- ▶ *Le rôle ambigu de la presse dans l'affaire Mediator : responsabilités partagées ?* UVSQ, mars 2012, non publié.
- ▶ *Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ?* UVSQ et U. Poitiers, déc. 2010. Dalloz, janv. 2012.
- ▶ *Prélèvement d'organes post-mortem, regards croisés du droit et de la médecine*, UVSQ, mars 2012, non publié.

ARTICLES – (DEPUIS 2010)

- ▶ *Médecine personnalisée ou l'implosion des notions classiques de droit*, in S. Bosi et C. Rogel-Gaillard (dir.),

Biologie prédictive pour la santé, éd. MSH Paris-Saclay, coll. Actes, 2018.

- › *Du vaccin obligatoire à l'obligation vaccinale*, *Rev. Droit de la Famille* 2018/6, n° 19.
- › *La fiscalité des jeux d'argent et de hasard, archétype d'une fiscalité rédemptrice*, *Revue Droits*, 2017, n° 63.
- › *Banc public et ordre public*, *JCP A* 2017 n° 2140.
- › *Sécurité des touristes étrangers en France, sécurité des Français touristes à l'étranger*, *Juristourisme*, févr. 2016.
- › *Réflexions mitigées sur les Maisons de santé universitaires*, *Mélanges J.M. Clément*, éd. LEH, 2014, p. 637.
- › *L'information du donneur d'organe*, *Rev. Droit de la famille Lexis Nexis* 2014/10, n° 16.
- › *Résolution de l'Assemblée du Conseil de l'Europe pour l'effectivité du principe d'égalité en matière d'accès aux soins*, *RDSS* 2014, p. 63.
- › *Quel régime pour les terrasses et restaurants installés sur le domaine public ?*, *Juristourisme*, janv. 2014.
- › *La médecine nucléaire, entre droit nucléaire et droit de la santé*, in O. Guézou et S. Manson (dir.), *Droit public et nucléaire*, éd. Bruylant, 2013.
- › *Le directeur d'office de tourisme : un poste sensible, un siège éjectable*, *Juristourisme*, févr. 2013, p. 9.
- › *La liberté de l'information médicale*, *Legicom*, n° 49, 2013/1, p. 79.
- › *Tourisme scolaire, responsabilité des accompagnateurs*, *Juristourisme*, nov. 2012.
- › *Les subventions aux activités de festivals*, *Juristourisme*, juin 2012.
- › *Le chèque-vacances, outil juridique du tourisme social*, *Juristourisme*, juill. 2012.
- › *Le tourisme médical confronté aux droits et obligations du professionnel de santé*, *Rev. Juristourisme*, mai 2011.

DOCTORANTS –

- › 3 doctorants en cours
- › 12 soutenances
- › 4 jurys HDR

ACTIVITES ADMINISTRATIVES

- **Coordonnateur du Groupe de travail « Architecture réglementaire et statut »** dans le cadre de création de l'Université Paris-Saclay avec la fusion des trois universités (UVSQ-Psud-UEVE) (2018-fin 2019)
- **Directeur du Département SHS Paris-Saclay** (2018-)
- **Membre du Groupe de travail de l'Université Paris-Saclay sur les Graduate Schools** (2018-)
- **Président de la Section disciplinaire usagers/personnels** (2016-).

Marc-Antoine GRANGER : Maître de conférences en droit public à l'Université de Bourgogne Franche-Comté Chercheur au CRJFC Ancien chargé de mission auprès du service juridique du Conseil constitutionnel E-mail : marc-antoine.granger@univ-fcomte.fr **Spécialités académiques** : Droit constitutionnel et institutions politiques – Droit administratif – Droits fondamentaux – Droit public de la sécurité et de la police

Activités d'enseignement

· 2015 - ... Maître de conférences en droit public à l'Université de Franche-Comté Enseignements assurés à l'Université de Franche-Comté : - Droit constitutionnel (CM, L1) - Droit administratif (CM, L2) - Libertés publiques (CM, L3) - Droit administratif des biens (CM, L3) - Droit des libertés dans l'entreprise (CM, M1 Droit de l'entreprise) - Droit de la défense (CM, M2 Cyberveille, cyberdéfense, cybersécurité). Enseignements assurés à Sciences Po Grenoble : *Droit et sécurité (CM à distance), Executive Master « Gestion de risques et Management de la sécurité et de la sûreté ».*

Publications

I- Ouvrages

- *Droit administratif*, Bréal, Lexifac Droit, 3^{ème} éd., juin 2020.
- *Code de la sécurité intérieure Dalloz*, 4^{ème} éd. 2021. Annotations et commentaires des titres I et IV (principes généraux de la sécurité intérieure ; déontologie de la sécurité publique) du Livre I- ainsi que des livres IV (police nationale et gendarmerie nationale), V (polices municipales) et VI (activités privées de sécurité).
- *Constitution et sécurité intérieure. Essai de modélisation juridique*, LGDJ, Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, tome 138, 2011, Paris, 493 p. Prix de thèse du Conseil constitutionnel.

II- Articles et contributions à des revues et ouvrages collectifs

- « Du droit à la sécurité au droit de la sécurité », in José Razafindranaly (dir.), *La sécurité publique quotidienne républicaine*, Galilée.sp, à paraître (2021).
- « L'état militaire dans la jurisprudence constitutionnelle », *Annuaire du droit de la sécurité et de la défense*, vol. 5, Mare & Martin, à paraître (2021).
- « Le chef de l'État et la gendarmerie nationale : "l'épée cède à la toge" », in Xavier Latour (dir.), *La gendarmerie dans l'État*, L'Harmattan, Sécurité & Société, Paris, 2021, pp. 109-133.
- « Introduction », dossier *Les vingt ans du quinquennat*, *Politeia*, n° 38, 2020, pp. 411-416.
- « Le référendum constituant sur le quinquennat et le Conseil constitutionnel », *Politeia*, n° 38, 2020, pp. 445-464.
- « Les pouvoirs de police administrative de la loi Collomb : la banalisation de l'état d'urgence ? », *Annuaire du droit de la sécurité et de la défense*, vol. 4, Mare & Martin, 2019, p. 49-59.
- « La sécurité nationale dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », in Marie-Odile DIEMER (dir.), *Le juge et la sécurité nationale*, Mare & Martin, 2019, p. 49-67.
- « Oversight of the state of emergency in France », in Ben Goold & Liora Lazarus (dir.), *Security and Human Rights*, Hart Publishing, Oxford Legal Studies Research Paper, 2019, p. 389-419.
- « Sécurité privée et collectivités : quels acteurs, quelles missions, quelles prérogatives, quels contrôles ? », *AJCT*, 2018, p. 374-377.
- « État d'urgence et Constitution », *Les Petites Affiches*, 2018, p. 31-38.
- « Sécurité privée : qui sont les acteurs ? », *Juristourisme*, n° 183, 2016, p. 28-31.
- « Groupements politiques », in François Hervouët, Pascal Mbongo, Carlo Santulli (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, Berger-Levrault, 2014, p. 484-489.
- « Symboles de l'État (droit) », in François Hervouët, Pascal Mbongo, Carlo Santulli (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, Berger-Levrault, 2014, p. 888-891.
- « Les mesures privatives de liberté », in Pascal Mbongo (dir.), *Droit de la police et de la sécurité*, LGDJ, Lextenso éditions, 2014, p. 561-588.
- « Les parlementaires en mission : une survivance ? », in Pascal Mbongo (dir.), *La séparation entre administration et politique en droit français et étrangers*, Berger-Levrault, 2014, p. 261-281.
- « Les écritures diffamatoires devant le juge administratif », *AJDA*, 27 mai 2013, p. 1041-1045.
- « Les décrets portant attributions des membres du Gouvernement », *RFDC*, n° 94, avril 2013, p. 335-355.
- « Classicisme et renouveau de la police administrative des armes », in Pascal Mbongo et Xavier Latour (dir.), *Sécurité, libertés et légistique. Autour du code de la sécurité intérieure*, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, 2012, p. 167-189.
- « Secret et publicité dans la procédure de la question prioritaire de constitutionnalité devant le Conseil constitutionnel », *La Semaine Juridique. Edition générale*, 16 juillet 2012, n° 29 à 34, p. 1459-1464.
- « Présentation du prix de thèse du Conseil constitutionnel : "Constitution et sécurité intérieure. Essai de modélisation juridique" », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, 2011, Dalloz, Paris, p. 209-214.
- « Les droits fondamentaux à l'épreuve du terrorisme », in Sylvain Niquège (dir.), *L'infraction pénale en droit public*, L'Harmattan, 2010, p. 134-163.

- « Existe-t-il un droit fondamental à la sécurité ? », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé (RSC)*, 2009, n° 2, p. 273-296.

- « La rénovation du droit d'amendement », *RFDC*, n° 75, 2008, p. 585-599.

III- Notes de jurisprudence, commentaires et tribunes

- « Burkini et maintien de l'ordre public sur les rivages de la mer », *AJ Collectivités Territoriales*, tribune, 2016, p. 529.

- « La sauvegarde de l'ordre public n'est pas un droit ou une liberté que la Constitution garantit », *Constitutions*, 2015, p. 378.

- « Incompatibilité des fonctions de militaire avec un mandat de conseiller municipal ». Note sous la décision n° 2014-432 QPC rendue par le Conseil constitutionnel le 28 novembre 2014, *Gazette du Palais*, 26 et 27 juin 2015, n°177 à 178, p. 18-19.

- « La conception historiquement déterminée du principe constitutionnel de laïcité ». Note sous la décision n° 2012-297 QPC rendue par le Conseil constitutionnel le 21 février 2013, *Gazette du Palais*, 18-19 octobre 2013, n°291 à 292, p. 20.

- « En matière de QPC, rien ne sert de faire "feu de tout bois" ». Note sous la décision n° 2013-334/335 QPC rendue par le Conseil constitutionnel le 26 juillet 2013, *Gazette du Palais*, 18-19 octobre 2013, n°291 à 292, p. 17-18.

- Note sous la décision n° 2012-271 QPC rendue par le Conseil constitutionnel le 21 septembre 2012, *Gazette du Palais*, 7-9 avril 2013, n°97 à 99, p. 20.

- Note sous la décision n° 2011-192 QPC rendue par le Conseil constitutionnel le 10 novembre 2011, *Gazette du Palais*, 18-20 décembre 2011, n°352 à 354, p. 17.

- « La distinction police administrative / police judiciaire au sein de la jurisprudence constitutionnelle. Éléments de contribution tirés du commentaire de la décision "LOPPSI" du Conseil constitutionnel », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé (RSC)*, 2011, n° 4, p. 789-800.

IV- Autres productions

- « Le contrôle judiciaire des visites et saisies de la loi Collomb », *Newsletter du Centre d'expertise sur la lutte contre le terrorisme de Saint-Cyr*, 2019, [[en ligne](#)].

- « Conserver l'équilibre entre libertés publiques et sécurité des citoyens dans un État démocratique (décryptage après les attentats terroristes) », *Pèlerin magazine*, 18 novembre 2015, [[en ligne](#)].

- *Le nouveau droit d'amendement*, mémoire de Master 2 (non publié), Université de Pau, 2007, 169 p.

CV MEMBRE d'un COMITE de SELECTION
(max 2 pages en word pour affichage dans GALAXIE)

MàJ du CV :

Civilité :

NOM : Zolynski

Prénom : Célia

Section(s) CNU : 01

Discipline : Droit privé

Corps-Grade : MCF CN MCF HC HDR PR2 x PR1 PR CE
 CR2 CR1 HDR DR2 DR1

Université de rattachement : Université Paris I Panthéon Sorbonne

Laboratoire : depuis septembre 2018 : membre de l'IRJS, département droit de l'immatériel de la Sorbonne (DreDIS), co-direction du Département DreDIS depuis janvier 2019

Fonction : Agrégé des Universités

ACTIVITES d'ENSEIGNEMENT

Depuis 2018 :

- Droit de la concurrence et activités numériques (M2 Droit des contenus numériques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- Droit de la propriété littéraire et artistique et économie numérique (M2 PID@N, Université Paris-Saclay et M2 DC2EN, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- Droit de la preuve et numérique (M2 DC2EN, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- Droit du commerce électronique (M1 Droit du numérique, Droit de la propriété intellectuelle et Droit des affaires, Université Paris-Saclay site UVSQ)
- Digital Law (LL.B. – Bachelor of Laws, Université Paris II Panthéon-Assas- Mauricius)
- Propriété intellectuelle (M2 Droit des affaires, Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne)
- Droit des personnes (L1, - Université Paris 1 Panthéon-
- Droit des contrats (3e année ESCP Europe)
- Droit des données personnelles (Fondation pour le droit continental)

- Co-directrice du Master 2 PID@N (Propriété intellectuelle et droit des affaires numériques) de l'Université Paris-Saclay depuis 2015

ACTIVITES de RECHERCHE

Ouvrages :

- Direction scientifique avec B. Fauvarque-Cosson de l'ouvrage collectif Le Cloud - L'informatique en nuage, SLC/Lextenso, 2014.
- Direction scientifique avec N. Martial-Braz de l'ouvrage collectif La gratuité : un concept aux frontières de l'économie et du droit, LGDJ coll. Droit et économie, 2013.
- Méthode de transposition des directives communautaires. Etude à partir de l'exemple du droit d'auteur et des droits voisins, Dalloz, coll. Nouvelle bibliothèque des thèses, 2007, vol. 70, préf. P.-Y. Gautier.
- Collaboration pour la mise à jour de l'ouvrage du Professeur Linant de Bellefonds, Droit d'auteur et droits voisins, Dalloz, coll. Cours, 1ère éd. 2002 et 2nde éd. 2000.

Articles et commentaires récents :

- « Le Règlement Free flow of data, nouvelle pièce d'un droit européen des données en construction », Dalloz IP/IT (à paraître)
- « Les données personnelles comme contrepartie non pécuniaire : réalité ou confusion majeure ? », AJDC (à paraître)

- « De la transparence comme principe général à l'ère de la plateformes de l'économie ? », avec K. Kavro, RISEO 2018-2, pp. 163-169
<https://fr.calameo.com/read/00504906668075f5fb08e?language=fr&page=3&view=book>
- « Schrems 2 : accès au juge et protection des données personnelles, une solution en demi-teinte », avec F. Jault-Séseké, Recueil Dalloz 2018.2000
- « Quelle circulation des données non personnelles pour l'Union européenne ? », Rev. Affaires européennes 2018/01, pp. 73-78
- « La réparation de la contrefaçon », RIDA 2018/1, pp. 227-242
- « Les nouveaux contours de l'action de groupe et de l'action collective au lendemain de la loi pour la protection des données : un empowerment renforcé », Dalloz IP/IT 2018, 470
- « La portabilité des données personnelles et non personnelles. Pour une politique européenne de la donnée », avec M. Leroy, Légicom 2018/1, pp. 105-113
- « L'empowerment des citoyens de la République numérique : décryptage d'une réforme en construction », avec C. Berthet, RLDI 2018, pp. 60-63
- « « Un nouveau droit de propriété intellectuelle pour valoriser les données : le miroir aux alouettes ? », Dalloz IP/IT 2018, pp. 92-96

Chapitres d'ouvrages récents :

- « Empowerment et Big Data sur données personnelles : de la portabilité à l'agentivité » avec Nicolas Anciaux in Droit et Big data, dir. F. G'Sell, Dalloz, 2019 (à paraître)
- Contribution à l'ouvrage RGPD-LIL : les marges de manœuvre, dir. J. Rochfeld, éd. Dalloz, 2019, à paraître : chapitre « Recours » ; chapitre « CNIL » avec K. Favro ; chapitre « Données scolaires » avec T. Toulotte
- « Sécurité et Blockchain », in Les enjeux juridiques de la Blockchain, dir. M. Behar-Touchais, IRJS éd. 2019, à paraître
- « Libertés numériques », in Précis de culture juridique, dir. T. Revet et F.-X. Lucas, LexisNexis 2019, pp. 379-388
- « Droit des données personnelles et compliance », in La compliance. La place du droit, la place du magistrat, dir. M.-A. Frison-Roche et J.-C. Roda, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2018
- « Le sens des normes by design », in Les objets connectés, dir. M. Behar-Touchais, IRJS éd., 2018, pp. 131-143

Direction de projets de recherches collectives et participations :

- Participation au projet de Code européen des affaires porté par l'Association Henri Capitant et la Fondation pour le Droit continental sous la direction de P. Dupichot et C. Grimaldi : co-direction du groupe « commerce électronique » avec R. Schulze, N. Martial-Braz et C. Busch depuis mai 2017
- Membre du Comité scientifique du projet TRANSAGLO piloté par INRIA (lancé en décembre 2016 à la demande du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche et du Secrétaire d'Etat au numérique) : construction et animation d'une plateforme pour promouvoir le développement de la recherche académique pluridisciplinaire sur la transparence et l'éthique des systèmes algorithmiques
- Membre du Bureau et du Comité exécutif de l'Institut Convergence DATA IA Paris Saclay (Institut d'excellence sur les systèmes algorithmiques réunissant les équipes spécialisées sur le sujet au sein des Universités Paris-Sud, Versailles St-Quentin et Evry Val d'Essonne, des Instituts de recherche nationaux CEA, CNRS, INRA, INRIA et des Grandes Ecoles Centrale Supélec, École Polytechnique, ENSAE, HEC et l'Institut Mines-Telecom) jusqu'en sept. 2018
- Membre du projet ReJus financé par le programme Justice de l'Union européenne (JUST/2015/JTRA/AG/EJTR/8703) piloté pour l'UVSQ par S. Clavel en partenariat avec la CNIL, porté par l'Université de Trente en association avec l'Université d'Amsterdam et l'Institut polonais d'études juridiques de l'Académie de Science (2017-2018) : formation des magistrats des Etats membres de l'Union européenne et promotion des bonnes pratiques afin d'assurer l'effectivité des droits fondamentaux en matière de protection des données personnelles
- Responsable scientifique pour l'équipe D@NTE projet E-Fran METAL (PIA II, financement 2016-2019), dir. A. Boyer (INRIA, équipe KiWi) : élaboration d'une méthode de learning analytics dédiée à l'apprentissage de langages étrangères en région Lorraine et de l'encadrement juridique et éthique de leurs usages à des fins pédagogiques (Mise en place d'un comité éthique sur la collecte et le traitement de données)
- Responsable scientifique pour l'équipe D@NTE pour le projet ANR « PersoCloud », dir. Sté. Orange, avec INRIA Saclay, Sté. CozyCloud et D@NTE-UVSQ (financement 2016-2020) : constitution d'espaces sécurisés de stockage à distance et élaboration du cadre juridique garantissant à l'individu un contrôle renforcé de ses données stockées (étude des principes de responsabilité, élaboration des CGU, élaboration d'études d'impact)
- Responsable scientifique pour l'équipe D@NTE pour le projet ANR IOTICS dirigé par V. Roca (INRIA Privatics) en partenariat avec la CNIL (financement 2017-2020) : étude des pratiques des fournisseurs d'objets connectés, de leurs documents contractuels et du respect des engagements pris
- Porteur du projet VALDO avec L. Bouganim (Valorisation et monétisation des données à l'ère du Big data), PEPS Institut de la Société numérique de Paris-Saclay, projet D@NTE-INRIA- CERDI- RITME (financement 2015-2016) : étude des solutions de valorisation de ses données par le consommateur de services en ligne
- Responsable scientifique pour l'équipe D@NTE pour le projet AIPPI «Charte de Privacy », projet RITM-CERDI-D@NTE (financement 2015-2016) : étude des CGU de 100 sites internet, évaluation de leur conformité à la législation applicable et du respect des pratiques énoncées par les opérateurs

ACTIVITES ADMINISTRATIVES

- Membre du Comité de la prospective de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) depuis juin 2015
- Personnalité qualifiée de la Commission consultative nationale des droits de l'homme (CNCDH) depuis avril 2019
- Participation aux travaux du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (CSPLA)
- Membre du Conseil national du numérique (CNNum), février 2016-décembre 2017
- Responsable de la mission « Transformation numérique de l'Université et données éducatives » du CNNum pour le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, octobre 2016 - décembre 2017
- Membre du groupe de travail pour la mission « Plateformes » (saisine du Secrétaire d'Etat au numérique, travaux menés depuis décembre 2016)
- Membre du groupe de travail « Prédiction, chiffrement et libertés » (autosaisine et avis publié en septembre 2017)
- Membre du groupe de travail « Fichier des titres électroniques sécurisés (TES) » (auto saisine et avis publié en décembre 2016)
- Rapporteur auprès de la Commission des clauses abusives.